

ORDRE DU JOUR

I – Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 24 février 2021

II – COMMISSION FINANCES, ECONOMIE, COMMERCE, ARTISANAT, INDUSTRIE ET TOURISME

Etat annuel des indemnités perçues en 2020 par les élus

018/2021 - Adoption du Budget Primitif 2021 – Ville et annexes

Synthèse du Budget Primitif 2021

019/2021 - Fixation des taux d'imposition 2021

020/2021 - Subvention au complexe touristique de Clarens

021/2021 - Demandes de subventions dans le cadre du nouveau plan de soutien au milieu associatif

022/2021 - Avenant au contrat de bail pour l'exploitation d'une structure de jeux aquatiques sur la base de loisirs de Clarens

III – COMMISSION SPORT – LOISIRS – ASSOCIATIONS

023/2021 - Demande de subvention pour la création d'un city park

IV – COMMISSION CULTURE ET COMMUNICATION

024/2021 - Convention entre Ciné 2000 et la commune

V – AFFAIRES GENERALES

025/2021 - Convention de servitude amiable avec le syndicat TE 47

026/2021 – Désignation des représentants de la commune au sein du Conseil d'administration du collège Jean Rostand

VI – QUESTIONS DIVERSES

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE DU 09 AVRIL 2021

Le neuf avril deux mille vingt-et-un à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 02 avril 2021, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPIES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, Mme MOLINIE PONTTHOREAU, M. GARBAY, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, Mme TOUTAIN, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : Mme DE BRITO a donné pouvoir à Mme GIRARD, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE.

Secrétaire de séance : M. DUCASSE.

Madame le Maire ouvre la séance en procédant à l'appel

Madame le Maire fait voter par l'assemblée le huis clos et la retransmission de la séance en direct sur internet.

I - Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 24 février 2021.

Le procès-verbal de la séance du 24 février 2021 est soumis au vote et adopté à l'unanimité.

II – COMMISSION FINANCES, ECONOMIE, COMMERCE, ARTISANAT, INDUSTRIE ET TOURISME

Objet : Etat annuel des indemnités perçues en 2020 par les élus

Monsieur Marquet explique que le tableau des indemnités doit être présenté mais ne fait pas l'objet de délibération. Il ajoute que contrairement à d'autres collectivités, la commune transmet ces données.

Madame le Maire ajoute qu'il s'agit d'une obligation de transparence avant le vote du budget, même si ce n'est pas fait partout. Les délégués communautaires n'ont pas eu transmission de ce tableau mais il sera demandé au prochain conseil.

Madame Toutain demande pourquoi le net est différent selon les élus.

Monsieur Marquet répond que la retenue pour impôts est différente selon les personnes.

Objet :018/2021 - Adoption du Budget Primitif 2021 – Ville et annexes

Monsieur Marquet présente les documents budgétaires. Il explique qu'un nouveau document a été rédigé pour expliciter les lignes comptables, à l'image de ce que fait la communauté de communes. La commission des finances a fait un retour positif sur ce nouveau document. Pour autant, la présentation officielle reste de mise. Il ajoute que le montant exact de la DGF n'a pu être connu qu'après l'envoi des rapports et que les chiffres seront adaptés. Il commente ensuite les documents budgétaires. Il observe que le budget de la commune n'est pas aussi ramassé que celui de la communauté de communes et fait part des difficultés à faire des choix, et ce dans tous les domaines. La commune est riche en équipements et en services rendus et il faut trouver un juste équilibre. L'engagement de la commune dans ce domaine est très ancien et les élus souhaitent faire perdurer ces services. Ils pourraient être pris en charge sur un territoire plus large, car ces services ne s'équilibrent pas. Monsieur Marquet présente ensuite et commente le rapport suivant :

« Madame le Maire propose après présentation des budgets primitifs 2021,

- d'adopter les budgets suivants :

1- Budget Principal 2021

L'équilibre budgétaire du BP 2021 se présente ainsi :

	<i>DEPENSES</i>	<i>RECETTES</i>
<i>FONCTIONNEMENT</i>	7 630 532.00	7 630 532.00
<i>INVESTISSEMENT</i>	2 443 364.00	2 443 364.00
<i>TOTAL</i>	10 073 896.00	10 073 896.00

2- Budget annexe du camping de la piscine

L'équilibre budgétaire du BP 2021 se présente ainsi :

	<i>DEPENSES</i>	<i>RECETTES</i>
<i>EXPLOITATION</i>	54 625.00	54 625.00
<i>INVESTISSEMENT</i>	18 530.00	18 530.00
<i>TOTAL</i>	73 155.00	73 155.00

3- Budget annexe du complexe touristique

L'équilibre budgétaire du BP 2021 se présente ainsi : »

	<i>DEPENSES</i>	<i>RECETTES</i>
<i>EXPLOITATION</i>	356 784.00	356 784.00
<i>INVESTISSEMENT</i>	225 914.00	225 914.00
<i>TOTAL</i>	582 698.00	582 698.00

Objet : Synthèse du Budget Primitif 2021

Monsieur Marquet commente ensuite les projets d'investissements.

« L'article L2313-1 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n°2015-992 du 7 août 2015, prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La commune dispose de trois budgets :

- Le budget général, qui retrace la plupart des activités communales (administration, services techniques, politique de l'enfance, culture, équipements sportifs, espaces publics, etc.),
- Le budget du camping de la piscine,
- Le budget de la base de loisirs de Clarens.

Les chiffres clés du budget 2021 sont les suivants :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Budget général	7 646 717	2 443 364	10 090 081
Camping de la piscine	54 625	18 530	73 155
Base de loisirs de Clarens	356 784	225 914	582 698

Le tableau suivant retrace les principales recettes et dépenses de fonctionnement du budget général :

Dépenses de fonctionnement	Recettes de fonctionnement
Frais de personnel et assim. 3 600 385	Recettes fiscales 4 694 681
Fournitures, frais de gestion, etc 1 365 650	Excédent de l'année n-1 (report à nouv.) 1 520 400
Subventions et contributions à verser 804 796	Dotations et participations 996 061
Intérêts de la dette à échéance 200 330	Produits des services, etc. 246 230

En chiffres par chapitres de dépenses, le budget 2021 est le suivant :

Dépenses :

Section de fonctionnement

Libellé	Crédits ouverts au budget 2021
Charges à caractère général – 011	1 365 650
Charges de personnel et frais assimilés – 012	3 600 385
Atténuations de produits – 014	72 200
Autres charges de gestion courante – 65	804 796
Charges financières – 66	200 330
Charges exceptionnelles – 67	161 489
Dotations provisions semi-budgétaires	/
Dépenses imprévues – 022	30 680,12
Virement section d'investissement – 023	1 192 706,88
Opérations d'ordre transfert entre sections	218 480
Opérations d'ordre intérieur de la sect. Fonct.	/
Reste à réaliser	/
TOTAL	7 646 717

Section d'investissement

Libellé	Crédits ouverts au budget 2021
Dotations, fonds divers et réserves -10	25 545
Subventions d'équipement versées – 204	35 000
Immobilisations incorporelles – 20	30 000
Solde d'exé négatif reporté ou anticipé	101 230
Immobilisations corporelles	836 300
Emprunts et dettes assimilées -16	747 562,04
Opérations patrimoniales – 041	12 702,96
Opération d'ordre transfert entre sections - 040	4 345
Restes à réaliser	650 679
TOTAL	2 443 364

Les recettes du budget général par chapitre :

Fonctionnement

Libellé	Crédits ouverts au budget 2021
Atténuations de charges 013	80 000
Produit des services, domaine et ventes - 70	246 230
Impôts et taxes - 73	4 694 681
Dotations, subventions et participations - 74	996 061
Autres produits de gestion courante – 75	100 000
Produits exceptionnels - 77	5 000
Résultat reporté -	1 520 400
Opération d'ordre de transfert entre sections	4 345
TOTAL	7 646 717

Investissement

Libellé	Crédits ouverts au budget 2021
Dotations, fonds divers et réserves - 10	112 300
Emprunts et dettes assimilés - 16	155 264,35
Virement de la section de fonctionnement	1 192 706,88
Affectation au compte 1068	751 909,81
Opé. d'ordre de transfert entre sections - 040	218 480
Opérations patrimoniales	12 702,96
TOTAL	2 443 364

Les grandes orientations du budget général pour 2021 :

Le budget 2021 affichera une nouvelle fois la volonté de maîtriser ses dépenses, en fonctionnement comme en investissement.

La crise sanitaire a eu des répercussions en matière de recettes (produits des services publics, prélèvements sur le produit brut des jeux, etc.) et il est difficile de déterminer quel en sera le bilan complet. Le casino a dû suspendre son activité depuis le mois d'octobre 2020. Le budget 2021 se fonde donc sur des hypothèses prudentes.

Par mesure de précaution, une enveloppe de recettes sur le produit brut des jeux minorée à 400 000 € euros a été inscrite. Pour autant, les services publics seront préservés et adaptés aux contraintes liées à la crise sanitaire, lorsque c'est possible. Aucun recours à l'emprunt n'est prévu. Il n'y aura également aucune augmentation des impôts communaux, pour la treizième année consécutive (ils ont baissé en 2014).

Les principaux investissements inscrits aux budgets pour 2021:

- Travaux d'aménagements urbains (place Gambetta)
- Travaux de mise en accessibilité des bâtiments municipaux
- Travaux de réfection de toiture (école de musique)
- Travaux sur le beffroi de l'église
- Extensions de réseaux pour nouvelles constructions
- Implantation de poteaux pour la défense incendie
- Programme de remplacement des panneaux de signalisation routière
- Création d'un city stade
- Mise en œuvre avec la CAF d'une convention territoriale globale (CTG)
- Renouvellement d'équipement informatique

Les chiffres clés de la dette :

Au 31 décembre 2020, le capital restant dû de la dette du budget principal s'élève à 5 429 822 euros (5 679 108 euros en consolidé avec les budgets annexes). Il s'agit d'un montant un peu plus élevé que celui d'une commune classique, mais contenu pour une commune touristique.

En 2021, l'annuité de la dette s'élèvera à 788 826 euros, dont 602 051 euros en capital et 186 775 euros en intérêts. Au mois de décembre 2021, le capital restant dû s'élèvera à 4 827 771 euros

Les chiffres clés de la fiscalité :

Les taux des impôts communaux n'augmenteront pas en 2021

Pour compenser les pertes de taxe d'habitation, la réforme en cours prévoit dès 2021 de transférer aux communes la taxe foncière sur les propriétés bâties départementale. En cas de résultat négatif ou positif à la suite de cette opération, un coefficient correcteur viendra neutraliser le transfert. Chaque commune sera compensée à l'euro près sur le montant supprimé de taxe d'habitation sur la résidence principale. »

Monsieur Lajus demande ce que comprend la ligne comptable « autre terrain-city stade ».

Monsieur Marquet répond qu'il s'agit de la totalité de l'investissement.

Monsieur Lajus en déduit que l'achat du terrain est compris.

Monsieur Marquet répond négativement, car le terrain appartient déjà à la commune.

Monsieur Lajus demande si ce terrain sera ou non couvert.

Madame le Maire répond que non, car le principe même repose sur un terrain multisport ouvert. Le prix de l'investissement comprend un revêtement en enrobé et l'équipement lui-même, dont la composition a été vue en commission sports et loisirs.

Monsieur Lajus demande où sera situé le city stade.

Monsieur Ducasse répond qu'il sera installé sur le parking de la piscine situé le plus à gauche. Le skate park sera déplacé et installé sur le même parking. Deux parkings seront libérés pour le stationnement.

Monsieur Lajus demande si ce leg était bien de 50 000 euros, ce qui lui est confirmé. Il demande alors ce que deviennent les 10 000 euros restants ?

Madame le Maire explique que ces 50 000 euros ont été intégrés au budget et consommés mais que les élus de la majorité se sont engagés à diriger cette somme vers les jeunes. Les 10 000 euros restants seront consacrés aux investissements autour du city stade, comme le skate park.

Le budget primitif principal est soumis au vote et adopté à l'unanimité.

Monsieur Marquet aborde ensuite la présentation du budget du complexe touristique, dont il commente les lignes principales.

Monsieur Lajus demande quelle est la justification des 157 000 euros inscrits en subvention, alors que 200 000 euros avaient été inscrits l'année passée pour le financement des investissements de la deuxième plage.

Monsieur Marquet explique que l'année 2020 ayant été particulièrement incertaine avec la crise sanitaire, la subvention a été « poussée devant », ce qui signifie qu'elle n'a pas été versée. Cette inscription est donc la résultante d'une subvention non versée l'an dernier.

Le budget primitif du complexe touristique est ensuite soumis au vote et adopté à l'unanimité.

Monsieur Marquet présente et commente ensuite le budget du camping municipal.

Le budget primitif du camping municipal est soumis au vote et adopté à l'unanimité.

Madame le Maire remercie toutes les personnes qui ont contribué à l'élaboration de ces budgets.

Objet : N° 019/2021 - Fixation des taux d'imposition 2021

Monsieur Marquet déclare qu'il n'y aura pas d'augmentation de la fiscalité. Il présente le rapport suivant :

« VU la loi n° 80.10 du 10 janvier 1980 modifiée, aménageant la fiscalité directe locale,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales donnant compétence au Conseil Municipal pour régler les affaires de la commune,

VU les articles 1411, 1636 B sexies, 1636 B septies et 1640 C I à V du Code Général des Impôts,

VU le Budget Primitif de l'exercice 2021,

Madame le Maire propose de ne pas augmenter les taux de la fiscalité et fixer ainsi les taux de fiscalité directe locale 2021 comme suit :

	<i>Taux 2020</i>	<i>Taux 2021</i>
Taxe d'habitation (pour rappel non votée en 2021)	16,52 %	Non voté
Taxe Foncière (bâti)	22,37 %	49,70 % (commune 22,37 %+ Département 27,33 %)
Taxe foncière (non bâti)	59,14 %	59,14 %

le produit attendu est inscrit au Budget Primitif 2021 :

- Fonction 01 « opérations non ventilables »
- Nature 73111 « impôts locaux - contributions directes ».

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : 020/2021 - Subvention au complexe touristique de Clarens

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

« Le site de Clarens constitue avec l'établissement thermal et le golf un des équipements structurants de la politique touristique de la ville.

Toutefois, considérant les investissements nécessaires à l'ouverture de la seconde plage, et l'augmentation du fonctionnement induit, le budget annexe du complexe touristique de Clarens ne peut être équilibré sans une augmentation très élevée des tarifs. Cette augmentation compromettrait l'attractivité ainsi que l'avenir du site.

Aussi, madame le Maire propose de voter une subvention de 157 849 € du budget général au budget annexe de Clarens afin d'équilibrer le budget 2021, les dépenses ne pouvant être financées sans une augmentation excessive des tarifs aux usagers.

La recette sera inscrite au compte 774 subvention exceptionnelle pour la somme de 157 849€ au budget Complexe touristique de Clarens. »

La dépense sera inscrite au compte 67441 « subventions de fonctionnement exceptionnelles aux budgets annexes et aux régies dotées de la seule autonomie financière » pour la somme de 157 849 € au budget principal. »

Madame Toutain demande si les touristes « lambda » peuvent se rendre sur la deuxième plage.

Madame le Maire confirme que cette plage est bien ouverte au public et qu'il ne s'agit nullement d'une plage privatisée au bénéfice des personnes hébergées aux chalets ou à l'hôtel.

Monsieur Marquet demande à madame Toutain ce qui lui laisse penser que cette plage est privatisée.

Elle se souvient avoir été admonestée par les sauveteurs pour s'être rendue sur cette plage.

Madame le Maire rappelle qu'auparavant cette plage n'était pas considérée comme un lieu de baignade. Il était interdit de s'y baigner. Désormais, la surveillance est assurée.

Madame Toutain déclare qu'on lui avait laissé entendre qu'il s'agissait de la plage de l'hôtel.

Monsieur Ducasse rappelle que la baignade y était interdite jusqu'il y a deux ans, mais que l'accès n'a jamais été réservée à certains.

Madame le Maire confirme que cette plage n'a jamais été privatisée.

Monsieur Verweire demande si l'accès au lac restera gratuit pour les Casteljalousains.

Madame le Maire acquiesce. Comme tous les ans, il est cependant nécessaire de refaire sa carte d'entrée.

Monsieur Verweire demande si cela vaut sur tout le complexe.

Madame le Maire répond que c'est évidemment le cas.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : 021/2021 - Demandes de subventions dans le cadre du nouveau plan de soutien au milieu associatif

Monsieur Ducasse présente le rapport suivant :

« Depuis la réunion du Conseil municipal du 5 juillet 2017, la commune poursuit un programme de soutien renforcé aux associations.

Les règles de ce soutien sont consignées dans un règlement d'attribution des subventions qui pose un cadre unique, explicite et clairement défini.

Sur le fondement de ce règlement et des critères d'attribution qui y sont définis, une commission ad hoc s'est réunie le 22 février 2021. Après avoir délibéré et analysé l'ensemble des éléments portés à sa connaissance, elle a fait les propositions de subventions suivantes :

Association	Niveau sportif	Budget total de fonctionnement	Montant de la subvention sollicité	Montant de subvention de fonctionnement proposé pour l'année 2021
USC Rugby	3 ^{ème} club élite du département	364 460 €	60 000 €	60 000 €
Cyclo Club Casteljalousain	Régional	23 343 €	6 000 €	2 000 €
Tennis Club de Casteljaloux	Départemental	19 750 €	3 000 €	1 500 €
Handball Club de Casteljaloux	Départemental	20 000 €	10 000 €	3 000 €
Football Club casteljaloux			7 000 €	4 500 €
Aïkido		693 €	300 €	300 €
Les pêcheurs de l'Avance				800 €
Rando de l'Avance			1 000 €	800 €
Rando Castel			800 €	800 €

Société de Chasse			1 550 €	1 550 €
Association des parents d'élèves Institution Sainte-Marie			270 €	270 €
Coopérative Scolaire maternelle			350 €	350 €
Loisirs en pays d'Albret				200 €
ARAC			100 €	100 €
CATM				160 €
ANACR				100 E
Le Souvenir Français				100 €
Les Médaillés Militaires				100 €
UFAC				210 €
ULAC				100 €
Donneurs de sang de Casteljaloux				110 €
ADMR			300 €	300 €
UNA		29 000 €	5 000 €	5 000 €
Mutilés du travail (FNATH)		3 851 €	300 €	300 €
Castel FM		5 555 €	2 000 €	2 000 €
Ciné 2000			18 000 €	18 000 €
Western Dance		8 040 €	500 €	300 €
Chœurs en harmonie		3 000 €	2 000 €	500 €
Cœurs d'Avance		8 007 €	930 €	500 €
La Grande Rue du GEM		3 880 €	400 €	400 €

Les Vieux Moteurs Gascons		6 868 €	1 500 €	500 €
Mission Locale de la Moyenne Garonne			22 276 €	22 276 €
Association climatologique de la Moyenne Garonne				200 €
Chrysalides 47		3 700 €	500 €	500 €
Foyer socio-éducatif Collège J Rostand			500 €	500 €
Association du golf		57 680 €	10 000 €	1 500 €
Omkar Yoga		697 €	200 €	200 €
Sauvetage prévention et secourisme			1 500 €	1 500 €
Tri-cycle			1 000 €	1 000 €

Conformément au décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, les subventions votées d'un montant supérieur à 23 000 euros doivent faire l'objet d'une convention d'objectif. C'est le cas de l'Union sportive de Casteljaloux rugby (USC). Je vous propose donc d'adopter la convention afférente en annexe.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le règlement d'attribution des subventions aux associations adopté le 5 juillet 2017,

Vu l'examen des demandes opéré par la commission prévue à cet effet,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'octroyer les subventions de fonctionnement proposées au rapport,
- d'adopter la convention d'objectifs jointe en annexe et d'autoriser madame le Maire à la signer avec l'USC. »

Madame Toutain demande comment il est possible de subventionner du fonctionnement.

Madame le Maire répond qu'il s'agit de subventions qui portent sur le budget de fonctionnement des associations, à la différence de la communauté de communes, dont les subventions portent sur de l'investissement.

Madame Venuto demande si Rando Castel a demandé deux subventions.

Madame le Maire répond qu'il s'agit d'une erreur. Il faut lire Rando Castel et Rando de l'Avance.

Monsieur Lajus demande combien la commune compte-t-elle d'associations.

Monsieur Ducasse répond qu'il en existe environ 90.

Monsieur Lajus demande si certaines ne sollicitent jamais de subvention.

Monsieur Ducasse confirme que certaines d'entre elles ne demandent jamais d'aide, alors même que le dossier est envoyé à toutes les associations.

Madame le Maire détaille la procédure de demande de subvention et d'attribution.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité des votants.

Objet : 022/2021 - Avenant au contrat de bail pour l'exploitation d'une structure de jeux aquatiques sur la base de loisirs de Clarens

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

« Par décision du 12 décembre 2014, le Conseil municipal a autorisé la conclusion d'un contrat de location de 5 ans avec la société par action simplifiée unipersonnelle (SASU) JR Events pour l'exploitation d'une structure de jeux aquatiques sur la base de loisirs de Clarens. Le terme du contrat de location avait été porté au 31 mai 2025 par avenant, suite à la décision du Conseil municipal du 15 décembre 2016.

Pour améliorer son offre, l'exploitant souhaiterait investir dans de nouveaux modules gonflables complétant les équipements actuels.

Considérant l'importance des investissements dans ce domaine, il sollicite un allongement du bail de location de sept années supplémentaires, afin de pouvoir amortir cette nouvelle dépense. Le terme du nouveau bail serait donc porté au 31 mai 2032.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande et d'augmenter en contrepartie le loyer, en le portant de 1 000 euros HT par saison à 3 000 euros HT par saison.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le bail du 12 janvier 2015,

Considérant la volonté de l'exploitant de la structure de loisirs Aquafun Park d'investir dans de nouveaux modules et d'améliorer son offre de prestations de loisirs,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- De conclure avec la société par action simplifiée unipersonnelle (SASU) JR Events un nouvel avenant au contrat de location pour l'exploitation sur la base de loisirs de Clarens d'un parc aquatique gonflable du 12 janvier 2015 modifiant :
 - o la durée initiale du bail, en portant le terme au 31 mai 2032,
 - o le loyer, en le portant à 3 000 euros HT par an, contre 1 000 euros HT actuellement,
- D'autoriser madame le Maire à signer cet avenant au contrat de location et tout document nécessaire à l'application de cette délibération. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

III – COMMISSION SPORT – LOISIRS – ASSOCIATIONS

Objet : 023/2021 - Demande de subvention pour la création d'un city park

Monsieur Ducasse présente le rapport suivant :

« La majorité municipale avait pris l'engagement de créer un terrain multisport urbain, communément appelé city park ou city stade.

Cet équipement permet aux jeunes de pratiquer plusieurs sports, en accès libre. Il permet d'accéder à l'exercice physique, sous une forme ludique, et sans être nécessairement inscrit dans un club de sport.

Madame le Maire propose de créer cet équipement sur un des parcs de stationnement de la piscine municipale. Ce lieu est facile d'accès et il accueille déjà un skate park.

Le coût de l'équipement est évalué à 38 000 euros HT.

Madame le Maire propose de solliciter une subvention à hauteur de 50 % auprès de l'Agence Nationale du Sport, au titre « des équipements de proximité en accès libre ».

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Dépenses (en euros HT)	Recettes (en euros)
City park38 000	Commune (50 %).....19 000
	Etat (Agence Nationale du Sport) 50%.....19 000
TOTAL.....38 000	TOTAL.....38 000

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le régime d'aides de l'Agence Nationale du Sport,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- De réaliser un city park,
- De solliciter à cet effet une aide de 50 % auprès de l'Agence Nationale du Sport, selon le plan de financement prévisionnel détaillé au présent rapport,
- D'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

IV – COMMISSION CULTURE ET COMMUNICATION

Objet : 024/2021 - Convention entre Ciné 2000 et la commune

Madame Montigny-Capes présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie par l'association Ciné 2000 d'une demande de rédaction d'une convention fixant les engagements des parties dans le cadre de la mise à disposition du cinéma municipal.

La commune a signé une convention tripartite pluri-annuelle d'objectifs avec la Ligue de l'Enseignement et Ciné 2000 le 27 avril 2012 toujours applicable. Cette convention règle les rapports entre les trois entités.

La convention complémentaire demandée par Ciné 2000 vient préciser les attributions des parties en ce qui concerne plus particulièrement le bâtiment du cinéma municipal.

Le document proposé en annexe s'attache notamment à répartir les responsabilités et les charges de chacune des parties. De façon schématique, il est proposé que l'association assume les charges liées à l'exploitation de la salle et que la commune assume celles liées au bâtiment.

Si ce projet recueille votre accord, madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant la demande adressée par l'association Ciné 2000,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- D'adopter le projet de convention joint en annexe,
- D'autoriser madame le Maire à signer cette convention. »

Madame Toutain demande si les subventions sont maintenues, bien que le cinéma soit fermé.

Madame Montigny-Capes fait observer que la convention présentée ne porte que sur le bâtiment.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

V – AFFAIRES GENERALES

Objet : 025/2021 - Convention de servitude amiable avec le syndicat TE 47

Monsieur Lafargue présente le rapport suivant :

« Le syndicat TE 47 doit réaliser des travaux sur le réseau de distribution public d'électricité sur la base de loisirs au lieu-dit Mayneou.

Le réseau électrique empruntera la propriété de la commune cadastrée section K numéros 593 et section K numéro 570, sur une emprise totale de 390 m². Une convention de servitude entre le syndicat et la commune doit donc être signée.

Il convient donc d'autoriser madame le Maire à signer cette convention.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- D'autoriser madame le Maire à signer avec le syndicat TE 47 une convention de servitude amiable, pour la construction d'une ligne de distribution électrique souterrain sur les parcelles communales cadastrées section K numéros 593 et section K numéro 570. »

Monsieur Lafargue commente ensuite le plan joint au rapport.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : 026/2021 – Désignation des représentants de la commune au sein du Conseil d'administration du collège Jean Rostand

Madame le Maire demande l'autorisation de présenter un rapport sur table. L'assemblée donne son accord unanime. Elle présente le rapport suivant :

« L'article R.421-14 du code de l'éducation définit la composition des Conseils d'administration des collèges et des lycées. Il prévoit un représentant de la commune et un représentant de la communauté de communes.

Madame le Maire propose de rapporter la décision du Conseil municipal du 8 juin 2020 et de désigner en plus de la représentante titulaire, une représentante suppléante.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article R.421-14 du code de l'éducation,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- De rapporter la délibération du 8 juin 2020,
- De désigner madame Laetitia Molinié-Ponthoreau comme représentante titulaire de la commune au Conseil d'administration du collège Jean Rostand et madame Julie Castillo comme représentante suppléante. »

Madame le Maire explique que cette délibération lui permettra d'avoir un droit de vote lorsqu'elle remplace madame Molinié-Ponthoreau, titulaire.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

VI – QUESTIONS DIVERSES

Madame le Maire souhaite revenir sur la journée de vaccination du 3 avril, car elle reçoit de nombreuses sollicitations. Elle explique que la commune a bénéficié du dispositif de centre de vaccination éphémère mis en œuvre avec le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) et l'agence régionale de santé (ARS). Il s'agit d'une opération au nombre de doses limité. L'ARS a fait savoir à la municipalité seulement 8 jours auparavant qu'elle souhaitait intervenir à Casteljaloux, avec 300 doses. Une lourde préparation a suivi car les services municipaux, à savoir madame Girard, madame Couratin et madame Torrell, ont eu en charge la logistique. Les bénéficiaires devaient être âgés de cinquante ans au moins et souffrir de comorbidité. La municipalité disposait d'une liste constituée pour être facilitateur auprès de l'hôpital de Marmande. Dans la semaine, d'autres personnes se sont inscrites et un médecin a également transmis les coordonnées de patients concernés. Une liste complémentaire a également été établie. Au total, 360 doses ont été délivrées. La deuxième injection aura lieu le 1^{er} mai prochain. Il s'agit d'une organisation lourde mais également d'une aubaine pour Casteljaloux et ses habitants, ainsi que pour les communes environnantes. Elle souligne l'investissement des pompiers, dont beaucoup ont été formés à la vaccination pour l'occasion. Madame le Maire espère pouvoir réitérer l'opération. C'est la raison pour laquelle elle invite les habitants à s'inscrire en mairie. Les services continuent aussi d'envoyer des listes à l'hôpital de Marmande.

Madame Toutain demande de quel vaccin il s'agit.

Madame le Maire répond qu'il s'agit du Moderna.

Madame Toutain se fait confirmer que la date du 1^{er} mai sera uniquement consacrée au rappel pour les personnes ayant reçu la première injection.

Monsieur Lajus demande si en cas de renouvellement de l'opération, la communication se fera aussi par voie postale.

Madame le Maire explique que pour la première édition, ayant été prévenue seulement 8 jours avant, elle avait dû se baser sur les fichiers constitués. La communication aura lieu d'abord par téléphone aux publics cibles, puis il sera possible de communiquer plus largement quand la vaccination sera plus généralisée et que des critères ne seront plus imposés.

Monsieur Lajus déclare que l'on ne touche pas tout le monde avec internet.

Madame le Maire acquiesce, mais en l'espèce, il n'y avait que 300 doses et le public bénéficiaire avait déjà été recensé. Sinon, la communication de la commune se veut prioritairement multicanal.

Monsieur Verweire demande comment vont se dérouler les cérémonies patriotiques dans le contexte actuel.

Madame le Maire répond qu'elle ne le sait pas encore pour le 8 mai prochain car elle n'a pas encore reçu les instructions de la préfecture. S'agissant de la cérémonie du 19 mars, les conditions étaient limitées par la préfecture et par l'organisateur.

Monsieur Verweire pense que la journée des Déportés sera annulée.

Madame le Maire répond négativement. Elle sera organisée quoiqu'il arrive en comité restreint. La lecture du communiqué sera faite et un dépôt de gerbe aura lieu.

Monsieur Verweire déclare que l'an dernier les présidents n'ont pas été prévenus, seuls quelques porte-drapeaux l'ont été.

Madame le Maire répond que les cérémonies ont été organisées avec madame Bourgade et il était convenu de faire venir un seul porte-drapeau sur la première cérémonie, car les conditions étaient très restreintes, mais elle rétorque que monsieur Verweire était bien présent à d'autres cérémonies.

Monsieur Verweire répond qu'il y a participé uniquement en tant que porte-drapeau.

Madame le Maire en déduit que monsieur Verweire s'offusque d'avoir été invité comme porte-drapeau et pas comme président. Pour elle, le plus important pour célébrer le devoir de mémoire est d'être présent autour du Monument aux Morts en présence des élus autorisés. Beaucoup d'élus ont été frustrés de n'avoir pu célébrer le devoir de mémoire durant un an. C'est ce qui a justifié l'initiative de madame Molinié-Ponthoreau et de madame Montigny-Capes de diffuser

la cérémonie sur la page facebook de la ville. Cette opération a enregistré un nombre de vues considérable.

Monsieur Verweire félicite madame Montigny-Capes. Il déclare qu'il aurait néanmoins aimé être prévenu des restrictions pour en faire part à ses adhérents.

Pour madame le Maire, c'était une évidence étant donné que l'on se trouvait en crise sanitaire. Elle rappelle qu'elle a suivi les directives de la Préfecture. Que monsieur Verweire ait été là en tant que porte-drapeau ou président, n'a pour elle pas d'importance, hormis son amour propre. L'important est que monsieur Verweire ait été présent. Madame le Maire lui rappelle qu'elle l'a vu à de nombreuses reprises, y compris avec son épouse. Elle rappelle que les élèves des écoles et collèges n'ont eux pas pu se déplacer au Monument aux Morts.

Monsieur Verweire demande ce qui est prévu cette année.

Madame le Maire répète que cela dépendra des directives de la Préfecture, mais à minima il y aura toujours la présence de l'autorité territoriale avec un dépôt de gerbe et la lecture du discours.

Ensuite monsieur Lajus souhaite savoir si les travaux qui se déroulent devant la piscine ont un rapport avec la piscine ou le réseau.

Monsieur Doucet explique qu'il s'agit de la pose d'une membrane de protection sur la conduite de gaz.

Monsieur Lafargue ajoute que c'est en raison de la proximité d'un établissement recevant du public (ERP), à savoir la piscine et le club de pétanque. Il s'agit des nouvelles mesures de protection de GRDF.

En l'absence d'autres questions, madame le Maire lève la séance à 20h37.

Mme CASTILLO	Mme GIRARD	M. MARQUET	Mme MONTIGNY CAPES	M. DOUCET
Mme ARMELLINI	M. LAFARGUE	Mme DA COSTA FREITAS	M. ARZENTON	Mme MOLINIE PONTTHOREAU
M. GARBAY	Mme DE BRITO	M. REMAUT	Mme COSTA	M. DUBOUILH
Mme OUCHENE	Mme SAUX	Mme TAUZIN	M. DURRIEU	Mme ESQUERRA
Mme TOUTAIN	M. VERWEIRE	Mme VENUTO	M. LAJUS	